

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/17

10 janvier 1997

(97-0052)

CONSEIL GENERAL
26 novembre 1996

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard
le 26 novembre 1996

Président: M. W. Rossier (Suisse)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. Comité du budget, des finances et de l'administration	1
- Rapport du Comité	1
2. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales	2
1. <u>Comité du budget, des finances et de l'administration</u>	
- <u>Rapport du Comité (WT/BFA/28)</u>	

M. Yokota (Japon), Président du Comité, en présentant le rapport du Comité sur ses réunions des 24 septembre, 8 octobre et 13 novembre 1996, a dit que la plupart des points de ce rapport, en dehors de la recommandation concernant les prévisions budgétaires pour 1997, avaient été présentés dans le cadre du rapport annuel du Comité sur ses activités en 1996.¹ Le Comité avait examiné plusieurs mises à jour administratives et rapports de situation, les contributions au budget de 1996 mises à la charge des nouveaux Membres de l'OMC et les avances au Fonds de roulement, les prévisions budgétaires pour 1997 et le rapport financier du Directeur général sur les comptes du GATT/de l'OMC pour 1995 ainsi que le rapport du vérificateur extérieur des comptes.

S'agissant du rapport financier du Directeur général sur les comptes pour 1995 et du rapport du vérificateur extérieur des comptes, le Comité avait recommandé que le Conseil général approuve les comptes vérifiés pour 1995 et transmette au vérificateur extérieur des comptes ses remerciements pour son aide précieuse dans la vérification de ces comptes (paragraphe 4 du document WT/BFA/28).

S'agissant des prévisions budgétaires pour 1997, le Comité avait entrepris un examen circonstancié du budget proposé et avait écouté les explications des représentants du Secrétariat. Le Comité était convenu de recommander que, compte tenu du caractère indépendant de l'Organe d'appel et afin d'assurer plus de transparence dans la répartition des ressources, les prévisions budgétaires concernant l'Organe d'appel et son secrétariat soient établies séparément de celles du Secrétariat de l'OMC. Par ailleurs, étant donné que le nombre d'affaires soumises à l'examen de l'Organe d'appel pourrait varier considérablement d'une année sur l'autre, le financement de l'Organe d'appel devrait

¹WT/BFA/29.

être ventilé en deux catégories: i) coûts permanents et ii) coûts variables. Les coûts permanents relevaient de la procédure budgétaire ordinaire. Les coûts variables devaient être imputés sur un Fonds de fonctionnement de l'Organe d'appel affecté à cet effet. Les prévisions budgétaires pour le Secrétariat de l'OMC et les coûts permanents de l'Organe d'appel et de son secrétariat s'élevaient pour 1997 à 115 692 850 FS, soit 114 111 750 FS et 1 581 100 FS respectivement. Les prévisions budgétaires concernant les coûts variables de l'Organe d'appel et de son secrétariat s'élevaient pour 1997 à 2 105 900 FS. Ce montant serait financé par un Fonds de fonctionnement qui serait établi au moyen d'une dépense extraordinaire de 2 500 000 FS inscrite au budget de 1996.

Les recommandations relatives aux prévisions budgétaires pour 1997 faisaient donc apparaître une diminution de 413 000 FS par rapport à la proposition initiale s'élevant à 114 524 750 FS pour le Secrétariat de l'OMC, et une diminution de 733 000 FS par rapport à la proposition initiale s'élevant à 4 420 000 FS pour l'Organe d'appel et son secrétariat, coûts permanents et variables compris. Le Comité soumettait donc au Conseil général pour examen et approbation le projet de résolution figurant au paragraphe 20 de son rapport publié sous la cote WT/BFA/28.

S'agissant du financement des coûts variables de l'Organe d'appel que l'intervenant venait d'évoquer, il avait été entendu au sein du Comité que le montant de 2 500 000 FS pourrait être révisé à la hausse lorsque, au début de l'année prochaine, on connaîtrait avec certitude le montant de l'excédent budgétaire pour l'exercice en cours. Bien entendu, cette révision à la hausse interviendrait après délibération du Comité puis approbation du Conseil général.

En ce qui concernait les contributions au budget de 1996 à la charge des nouveaux Membres de l'OMC et les avances au Fonds de roulement, le Comité avait émis des recommandations concernant l'Angola, la Bulgarie, le Tchad, la Gambie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Rwanda, les Iles Salomon et les Emirats arabes unis (paragraphe 23 à 30).

L'intervenant a ensuite rappelé que le montant en principal du Fonds de roulement avait été porté à 4 millions de FS en 1988. Ce montant était passé de 4 millions de FS au 31 décembre 1988 à 6,5 millions de FS au 31 décembre 1995 en raison des contributions versées par les nouveaux Membres et des intérêts générés par le Fonds lui-même. Toutefois, l'importance relative du Fonds par rapport au budget était allée en diminuant. En conséquence, peut-être faudrait-il, dans le courant de 1997 envisager la nécessité de réviser à la hausse le Fonds de roulement.

Sur la question des frais d'interprétation pour les réunions, l'intervenant a dit qu'il souhaitait appeler l'attention des Membres sur les coûts afférents aux services d'interprétation simultanée pour des réunions qui étaient prévues mais avaient été annulées avec un bref préavis. Un document récemment distribué aux Membres pour information (WT/GC/W/47) indiquait le nombre d'interprètes qui avaient déjà été recrutés pour de telles réunions et qui avaient dû être payés par l'OMC.

Le Conseil général a pris note de la déclaration, a approuvé les recommandations spécifiques du Comité figurant aux paragraphes 4, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 de son rapport reproduit sous la cote WT/BFA/28, et a d'autre part approuvé le projet de résolution mentionné au paragraphe 20. Le Conseil général a ensuite adopté le rapport du Comité reproduit sous la cote WT/BFA/28, notamment les recommandations qui y figurent et la résolution sur les dépenses révisées de l'OMC en 1997 et les voies et les moyens d'exécution du budget.

2. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales

Le Président, intervenant au titre des "Autres questions", a rappelé que, conformément aux arrangements *ad hoc* relatifs au statut d'observateur des organisations internationales

intergouvernementales approuvés lors d'une réunion informelle des Chefs de délégation le 16 mars 1995² et ainsi que le Conseil général en était convenu à sa réunion du 7 novembre 1996, les organisations ci-après avaient été invitées à la présente réunion en qualité d'observateurs : Nations Unies, CNUCED, FMI, Banque mondiale, FAO, OMPI et OCDE. Il croyait comprendre que, en attendant un accord sur les organisations auxquelles serait accordé le statut d'observateur au Conseil général, conformément aux lignes directrices concernant ce statut, adoptées le 18 juillet³, les organisations susmentionnées seraient aussi invitées à la réunion suivante.

Le Conseil général a pris note de cette information.

²Voir WT/GC/M/3, point 3.

³Voir WT/L/161, annexe 3.